



# La Révolution Biden

UN HORIZON À  
DÉPASSER

gauche



# La Révolution Biden

Un horizon à dépasser

## NOS PROPOSITIONS

Les Bidenomics constituent un sérieux appui pour renouveler la doctrine économique de la gauche française et européenne. Hémisphère gauche formule en ce sens cinq propositions

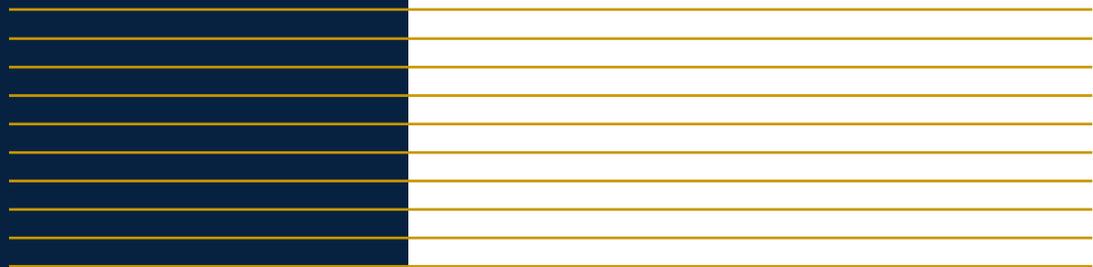
### *IMPORTER LES BIDENOMICS*

- 1° Réformer les règles budgétaires européennes pour favoriser les investissements "verts" ;
- 2° Renforcer la coordination des politiques macroéconomiques entre États membres ;
- 3° Développer les capacités budgétaires communes à l'échelle européenne ;
- 4° Taxer davantage les ménages les plus aisés et les multinationales en recourant si besoin à des mesures unilatérales ;
- 5° Adopter une véritable politique industrielle au niveau européen.

La révolution Biden ne saurait constituer l'alpha et l'oméga de l'agenda économique de la gauche européenne. C'est pourquoi nous portons cinq autres propositions.

### *DÉPASSER LA RÉVOLUTION BIDEN*

- 6° Sécuriser nos chaînes d'approvisionnement en matériaux critiques ;
- 7° Accompagner le plan d'investissement d'un véritable plan de sobriété ;
- 8° Augmenter le capital public et verdir le capital privé ;
- 9° Encadrer le développement des politiques industrielles vertes au niveau international ;
- 10° Mieux accompagner les pays en développement .



## 1. INTRODUCTION

Dans un discours du 28 juin 2023 à Chicago, Joe Biden désigne les Bidenomics comme “une **rupture fondamentale avec la théorie économique classique**, celle qui n’a fait qu’affaiblir la classe moyenne américaine depuis des décennies”. Le président américain opte ainsi pour une définition de sa politique économique en opposition à la théorie du ruissellement (trickle-down economics), qui a consisté à “baisser les taxes pour les plus riches et les grandes entreprises” sans bénéficier aux classes populaires<sup>1</sup>.

Pour la gauche européenne, empreinte de nombreuses difficultés dans un contexte politique morose, **les mots du président de la première puissance économique mondiale sont comme une source d’espoir**. Les nouveautés dans la pensée économique outre-Atlantique ont en effet souvent annoncé des évolutions dans le Vieux continent. La révolution Roosevelt au travers le New Deal, analysée dans un ouvrage éponyme par Georges Boris<sup>2</sup>, a par exemple inspiré les politiques européennes de l’après Seconde Guerre mondiale. A contrario, la contre-révolution Reagan importée en Europe à partir des années 1980 a ouvert la voie à une parenthèse néolibérale en Europe, que la crise de 2008 n’a pas suffi à fermer.

Reste à savoir, au-delà du discours, si la politique mise en œuvre par Joe Biden constitue une véritable rupture avec la théorie économique classique. Nous montrons à ce titre que les **Bidenomics forment une doctrine d’intervention cohérente et d’ensemble qui touche à tous les domaines de la vie économique**. Les objectifs de la révolution Biden sont clairs : verdir l’économie, réduire les inégalités sociales, réindustrialiser le pays, et partant, améliorer la qualité de vie et la santé des Américains. La politique de l’administration Biden montre des résultats probants, avec un taux de chômage qui atteint son plus bas niveau depuis 70 ans.

Outre cette cohérence dans les instruments et les objectifs, **les Bidenomics s’appuient sur des avancées dans le champ académique**, qui reconfigurent le rapport des économistes à de grandes questions telles que l’endettement, la croissance, les inégalités ou la politique industrielle. Ces évolutions théoriques dotent la politique de l’administration Biden d’une base solide qui lui permet de s’inscrire dans le temps long. Ainsi derrière un discours aux accents populistes se cache une littérature économique dense. Des personnalités comme Janet Yellen, actuelle secrétaire au Trésor, qui se situent à la croisée du monde politique et du monde académique, forment la courroie de transmission de la révolution Biden.

Les Bidenomics constituent dans ce contexte un **sérieux appui pour renouveler la doctrine économique de la gauche française et européenne**. S’engouffrer dans cette brèche pour porter un agenda transformateur demande néanmoins de s’adapter aux spécificités européennes. Hémisphère gauche formule en ce sens cinq propositions concrètes, applicables à l’échelon français ou européen, afin d’importer la révolution Biden. Certaines sont difficiles à mettre en œuvre car elles demandent des négociations complexes entre États membres, tandis que d’autres propositions peuvent être adoptées de manière unilatérale.

Cependant, l’écossocialisme (Magnette, 2022<sup>3</sup>) en France et en Europe ne peut se contenter d’une pâle copie des Bidenomics. Les mesures américaines, malgré leur cohérence d’ensemble, comportent des lacunes en matière de sobriété, de coopération multilatérale ou dans leur rapport au capital. C’est pourquoi nous portons cinq autres propositions visant à **dépasser la révolution Biden**. Base d’appui nécessaire, la révolution Biden ne saurait constituer l’alpha et l’oméga de l’agenda économique de la gauche européenne.

1. Discours de Joe Biden à Chicago, IL, le 28 juin 2023.

2. Georges Boris, *La Révolution Roosevelt*, 1934.

3. Paul Magnette, *La Vie large, Manifeste écossocialiste*, 2022.

## 1. UNE TRANSFORMATION CONCRÈTE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE



Les « Bidenomics » ne sont pas un ensemble épars d'innovations mineures ou techniques ; ceux-ci forment davantage une doctrine d'intervention cohérente et d'ensemble qui touche à tous les domaines de la politique économique. Ses résultats en matière de réindustrialisation et d'emploi sont probants.

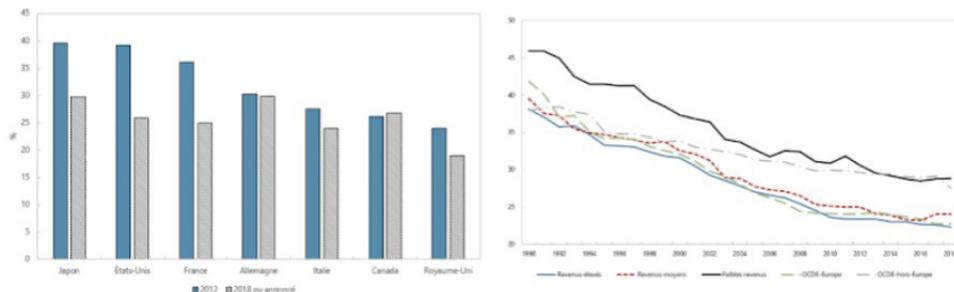
### Une confiance retrouvée dans la fiscalité

La remise en cause de la théorie du ruissellement constitue le cœur des Bidenomics. Ainsi la révolution Biden rompt avec deux tendances à l'œuvre au niveau mondial depuis plusieurs décennies. D'un côté, la baisse du taux d'imposition des sociétés, qualifiée de course au moins-disant fiscal (« race to the bottom ») à l'œuvre depuis les années 1980. De l'autre, le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu des ménages qui ne cesse de diminuer depuis l'après-guerre. Rappelons que les taux marginaux d'imposition dépassaient 90 % au Royaume-Uni et aux États-Unis dans les années 1950.

« LES BIDENOMICS SONT UNE RUPTURE FONDAMENTALE AVEC LA THÉORIE ÉCONOMIQUE CLASSIQUE QUI N'A FAIT QU'AFFAIBLIR LA CLASSE MOYENNE »

## 1. UNE TRANSFORMATION CONCRÈTE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Évolution du taux d'imposition des sociétés au niveau mondial



Le budget 2024 prévoit de nombreuses réformes fiscales qui reviennent sur la politique régressive de l'administration Trump : introduction d'un taux de taxation minimum à l'égard du top 0,01% des Américains les plus riches pour compenser les pratiques d'optimisation fiscale, restauration d'un taux marginal d'imposition à 39,6%, hausse du taux d'imposition des sociétés de 21% à 28%, quadruplement de la taxation des rachats d'action, etc. L'Inflation Reduction Act (IRA) contient également des dispositions fiscales et renforce les moyens du fisc américain (IRS). Cette politique se double d'une action internationale résolue pour réformer la taxation des multinationales dans le cadre OCDE/G20.

De la sorte, l'administration Biden réhabilite l'impôt comme outil de financement de la dépense publique. Les réformes ainsi introduites permettraient de réduire le déficit public d'environ 3 000 Mds USD en cumulé au cours de la prochaine décennie d'après les estimations de la Maison-Blanche. Elles s'inscrivent à rebours de la politique menée par la France, qui s'est engagée dans une diminution de son taux d'imposition des sociétés de 33 % à 25 % entre 2017 et 2022.

### Le retour de l'État-investisseur

Au contraire des trickle-down economics, les Bidenomics renouent avec la tradition keynésienne en partant du postulat que l'investissement public peut être un catalyseur pour l'investissement privé. Le maniement discrétionnaire de la politique budgétaire permet ainsi de garantir le plein emploi tout en répondant à des besoins de long terme.

Plus récemment, les mesures de l'Inflation Reduction Act (IRA) comportent des subventions d'un montant respectivement 52 Mds USD et 369 Mds USD à destination des industriels afin d'attirer des usines sur le territoire américain.

Pour financer ces dépenses d'investissement, les États-Unis recourent sans complexe au déficit public. En témoigne la trajectoire des finances publiques américaine qui anticipe un déficit à - 5,5 % du PIB en 2027<sup>4</sup>, tandis que la France prévoit de ramener le déficit public à - 2,7% du PIB dès 2027<sup>5</sup>. Cette réduction du déficit public en France se réaliserait au moyen d'un effort inédit en dépenses sur la période 2023-2027, jamais observé depuis le début des années 2000. L'Allemagne (-0,75% en 2026), l'Italie (-2,5%) et l'Espagne (-2,5%) empruntent une trajectoire budgétaire similaire à celle de la France. En bref, l'Europe risque de connaître un nouveau décrochage par rapport aux États-Unis.

La politique expansionniste américaine porte ses fruits sur le front de l'emploi, avec 13,4 millions d'emplois créés sous la présidence Biden, malgré les tensions inflationnistes que des économistes ont attribué à la politique budgétaire de Biden - ces tensions diminuent néanmoins (inflation à 4% en mai 2023 en glissement annuel). Le taux de chômage atteint quant à lui 3,4% en juin 2023, ce qui peut s'apparen-

ter à du plein emploi. Le pays connaît ainsi son plus faible niveau de chômage depuis 70 ans.

### Le recours à la politique industrielle

Par le biais de deux textes législatifs, le Chips Act et l'IRA, l'administration Biden a réhabilité le recours à des politiques industrielles verticales. L'État identifie des secteurs prioritaires - les microprocesseurs dans le cadre du Chips Act, les voitures électriques dans le cadre de l'IRA - et choisit de les subventionner à grande échelle. Ces subventions sont conditionnées car elles contiennent un biais domestique, de manière à s'assurer qu'elles bénéficient en priorité à l'économie américaine. Dans le cas par exemple de l'IRA adopté en août 2022, l'obtention de subventions pour l'achat d'un véhicule électrique est conditionné au fait que celui-ci soit assemblé aux États-Unis.

4. Congressional Budget Office, *The Budget and Economic Outlook 2023 to 2033*, 2022.

5. Programme de stabilité de la France 2023-2027.



## 1. UNE TRANSFORMATION CONCRÈTE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les effets de la politique industrielle américaine sont déjà observables. Les investissements dans la construction de sites industriels augmentent depuis l'adoption de l'IIJA, du Chips Act et de l'IRA, pour atteindre 189 Mds USD en avril 2023, contre en moyenne un niveau d'investissement mensuel qui oscillait entre 70 Mds USD et 80 Mds USD avant novembre 2021. Le Financial Times a pour sa part identifié 75 grands projets industriels (supérieurs à 100M USD) à avril 2023 portant sur un montant de 200 Mds USD et débouchant sur la création de 82 000 emplois<sup>6</sup>.

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DANS LA CONSTRUCTION DE SITES INDUSTRIELS

#### Real Construction Spending: Manufacturing



Note: Chart is in inflation-adjusted 2023 dollars.

6. Financial Times, *US manufacturing commitments double after Biden subsidies launched*, 2023.

## 2. UNE LITTÉRATURE ACADÉMIQUE RENOUVELÉE



Plutôt que de cibler coûte que coûte une réduction de la dette publique sans considération pour la contrepartie, à savoir les dépenses financées, Blanchard (2019<sup>7</sup>) plaide pour une approche de la soutenabilité des finances publiques consistant à comparer le taux d'intérêt réel au taux de croissance. Cette approche permet de justifier le recours à l'endettement, y compris pour des pays affichant des niveaux de dette élevés. Malgré l'inflation et la hausse des taux d'intérêt nominaux, les taux d'intérêt réels demeurent faibles, rendant ce rapport à l'endettement toujours valable.

La politique économique de l'administration Biden s'appuie sur des avancées dans le champ académique, qui reconfigurent le rapport des économistes aux grandes questions de politique économique. Ces évolutions théoriques dotent la politique de l'administration Biden d'une base solide qui lui permet de s'inscrire sur le temps long.

### Les vertus du déficit et de la dépense publique

Les Bidenomics s'appuient sur un nouveau rapport à l'endettement public, qui s'est affirmé dans le sillage de la crise des dettes souveraines européennes de 2011-2013. Cette crise a en effet montré que des mesures de réduction de la dette (hausse des impôts ou baisse des dépenses), par leurs effets sur l'activité économique, pouvaient paradoxalement conduire à une hausse du ratio dette / PIB.

Les débats sur la "stagnation séculaire" (Summers, 2014<sup>8</sup>) ont également inspiré la politique économique de Biden, comme analysé par le Arquié (2021<sup>9</sup>). Jusqu'aux années 2010, une summa divisio scindait la politique économique en deux. D'une part, des politiques de croissance, principalement composées des réformes structurelles (marché du travail), ciblaient la croissance à long terme. Elles ont été plébiscitées en Europe malgré leur caractère procyclique.

7. O. Blanchard, *Public Debt and Low Interest Rates*, 2019.

8. L. Summers, *Low Equilibrium Real Rates, Financial Crisis, and Secular Stagnation*, 2014.

9. A. Arquié, *La stagnation séculaire : inéluctable, évitable ou... acceptable ?*, 2021.

## 2. UNE LITTÉRATURE ACADÉMIQUE RENOUVELÉE

D'autre part, des politiques conjoncturelles (budgétaire et monétaire) devaient contenir les cycles à court terme. Le modèle OG-DG symbolise cette approche simplificatrice de la politique économique. Or les années 2010 ont montré que cette *summa divisio* était caduque : une dépression conjoncturelle peut entamer l'activité à long terme.

Dans ce contexte, les investissements de l'administration Biden répondent à un rôle dual. D'une part, ceux-ci augmentent la demande agrégée, durablement affectée depuis la crise de 2008-09 - justifiant le recours discrétionnaire au déficit public plusieurs années de suite. D'autre part, côté offre, Biden s'inspire de la vision d'Hansen (1939) selon lequel "seul l'État peut assurer la croissance en se substituant à un investissement privé devenu défaillant"<sup>10</sup>. L'État joue alors le rôle "d'investisseur en dernier ressort" pour financer la transition écologique.

### La remise en cause des trickle-down economics

Des travaux des années 2010, dont ceux de Piketty (2013<sup>11</sup>), ont mis en lumière la hausse des inégalités de revenu et de patrimoine aux États-Unis depuis les années 1980. Zucman et Saez (2016<sup>12</sup>) montrent ainsi que la part de la richesse détenue par le top 0,01 % des Américains les plus riches était de 22% en 2012, contre 7% en 1978, tandis que la part du patrimoine détenu par les 90% des Américains du bas de la distribution diminuait.

Des études montrent par ailleurs l'inefficacité des allègements d'impôts sur les ménages les plus riches. En étudiant 18 économies de l'OCDE, Hope et Limberg (2020<sup>13</sup>) montrent par exemple que les réductions d'impôts sur les hauts revenus sont sans effet sur l'emploi ni sur le PIB, tandis qu'elles augmentent les inégalités.

### Une critique constructive du laissez-faire

Le retour de la politique industrielle se fonde sur une approche réaliste des relations commerciales. Bien qu'idéale sur un plan théorique, la voie coopérative échoue systématiquement en raison de considérations politiques. Pour Rodrik (2022<sup>14</sup>), la politique industrielle accompagnée d'un biais domestique constitue la seule voie crédible à court terme pour atteindre les objectifs climatiques. Ainsi, l'auteur constate que les subventions accordées par la Chine, bien qu'affectant négativement les entreprises occidentales, ont permis de diminuer le coût de l'énergie solaire de 90%.

La remise en cause du libre-échange par des mesures de subvention protectionnistes répond aussi à la nécessité pour les pays en déséquilibres courants de reconstituer leur base industrielle. Une politique expansionniste tournée vers l'investissement dans la transition écologique, non-coordonnée ou non-accompagnée de mesures protectionnistes, pourrait en effet creuser le déficit commercial outre le déficit budgétaire généré (déficits jumeaux), et aggraver la désindustrialisation (Grekou et Grjebine, 2022<sup>15</sup>). Or l'industrie présente des vertus, non seulement économiques, mais aussi sociales. Elle offre des emplois de qualité et des perspectives d'évolution. En appelant à

une politique industrielle *for good jobs*, Rodrik (2022<sup>16</sup>) rappelle le rôle de l'industrie pour soutenir la classe moyenne et l'importance politique de la classe moyenne pour se prémunir des dérives nativistes et autoritaires.

Le recours à des subventions permet enfin d'aborder la transition écologique au-delà de la tarification explicite du carbone, qui posent d'ailleurs des difficultés du point de l'acceptation sociale et politique. La littérature économique (Acemoglu et al, 2012<sup>17</sup>) parvient à un consensus : la transition est moins coûteuse lorsque l'on combine plusieurs instruments (prix et subventions) et que nous les appliquons à grande échelle immédiatement.



10. A. Arquié, *La stagnation séculaire : inéluctable, évitable ou... acceptable ?*, 2021.
11. T. Piketty, *Le Capital au XXI<sup>ème</sup> siècle*, 2013.
12. E. Saez et G. Zucman, *Wealth Inequality in the United States since 1913*, 2016.
13. D. Hope et J. Limberg, *The Economic Consequences of Major Tax Cuts for the Rich*, 2020.
14. D. Rodrik, *Climate Before Trade*, 2022.
15. C. Grekou et T. Grjebine, *Déficits commerciaux et désindustrialisation : la faute de la demande*, 2022.
16. D. Rodrik, *An Industrial Policy for Good Jobs*, 2022.
17. D. Acemoglu et al. *The Environment and Directed Technical Change*, 2012.

## 3. UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LA GAUCHE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

La révolution Biden repose sur un large recours à l'outil budgétaire, une confiance retrouvée dans la fiscalité et la reconstitution d'une véritable politique industrielle. Ce sont trois axes que la gauche européenne doit poursuivre, en les adaptant aux spécificités européennes.

### PROPOSITION N° 1 : RÉFORMER LES RÈGLES BUDGÉTAIRES EUROPÉENNES POUR FAVORISER LES INVESTISSEMENTS "VERTS".

La divergence dans la conduite de la politique budgétaire de part et d'autre de l'Atlantique s'explique par le cadre de gouvernance des finances publiques propre à l'UE. Si l'assouplissement temporaire des règles budgétaires et de concurrence permet aux États membres de disposer des marges de manœuvre nécessaires en réponse aux crises, il n'en demeure pas moins que l'anticipation d'un retour à la normale réduit considérablement l'usage du levier budgétaire. De même, le recours à l'endettement commun dans le cadre du plan Next Generation EU ne saurait compenser à lui seul le sous-dimensionnement du budget européen et l'obligation d'équilibre qui lui est imposé.

Or l'atteinte des objectifs climatiques de l'UE demande des investissements colossaux. La Commission estime par exemple à 471 Md€ par an les investissements nécessaires pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 55 % en 2030. En France, suivant le même objectif, le rapport de Pisani-Mahfouz (2023<sup>18</sup>) estime à 67 Md€ par an les besoins d'investissement. Sauf à considérer des effets de levier irréalistes sur le secteur privé, combler cet écart demande de recourir à court terme à l'endettement public et d'emprunter une trajectoire budgétaire à horizon 2030 résolument expansionniste, similaire à la voie empruntée par les États-Unis.

Fournir des marges budgétaires supplémentaires aux États, au travers la réforme des règles budgétaires, doit alors constituer une priorité pour la gauche européenne. La proposition de "règle d'or verte" (Darvas et Wolff, 2021<sup>19</sup>) excluant les investissements dans la transition écologique des règles budgétaires, bien qu'imparfaite, peut constituer un débouché crédible des négociations à court terme.

18. J. Pisani-Ferry et S. Mahfouz, *Évaluation des impacts macroéconomiques de la transition écologique*, 2023.

19. Z. Darvas et G. B. Wolff, *A green fiscal pact: climate investment in times of budget consolidation*, 2021.

### PROPOSITION N° 2 : RENFORCER LA COORDINATION DES POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES ENTRE ÉTATS MEMBRES.

L'assouplissement des règles budgétaires, sans considération pour les équilibres macroéconomiques intra-européens, porte néanmoins le risque de désavantager les États membres les plus ambitieux en matière climatique du point de vue commercial et industriel. Au même titre que les États-Unis, la France connaît un déficit commercial important (-7 % du PIB en 2022), au contraire d'autres pays de la zone euro comme l'Allemagne et les Pays-Bas.

La tentation est alors forte pour la France de recourir à une politique suivant le même modèle que l'IRA. Des subventions avec un biais domestique permettraient en théorie de concilier relance de l'activité, atteinte des objectifs climatiques et réindustrialisation du pays, même en l'absence de souveraineté monétaire. Mais ces mesures tomberaient selon toute vraisemblance sous le coup de l'interdiction des aides d'État au niveau de l'UE, malgré les récentes dispositions visant à assouplir les règles en la matière. Outre ce risque juridique, emprunter unilatéralement une voie non-coopérative aurait de nombreuses conséquences politiques préjudiciables.

En lien avec la proposition de Sterdyniak et Mathieu (2021<sup>20</sup>), qui défendent une approche fonctionnelle des finances publiques, le débat sur les règles budgétaires doit s'accompagner d'une discussion, plus large, sur les modalités de coordination macroéconomique au sein de l'UE et plus particulièrement au sein de la zone euro. Les efforts de négociations doivent se tourner vers des solutions "gagnants-gagnants", comme par exemple ce que proposaient Geerolf et Grjebine (2020<sup>21</sup>), à savoir une baisse de la TVA en Allemagne pour libérer le pouvoir d'achat et augmenter la demande adressée au reste de la zone euro. En résumé, la résorption des déséquilibres en zone euro ne passe pas nécessairement par une cure d'austérité pour les pays déficitaires ; il existe une solution, plus porteuse, de fermeture des déséquilibres par le haut, en obligeant les pays excédentaires à dépenser davantage.

20. C. Mathieu et H. Sterdyniak, *vers une réforme des règles budgétaires dans la zone euro ?*, 2021.

21. F. Geerolf et T. Grjebine, *Rééquilibrage de la zone euro : plus facile avec le bon diagnostic !*, 2020.

## 3. UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LA GAUCHE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

### PROPOSITION N° 3 : DÉVELOPPER LES CAPACITÉS BUDGÉTAIRES COMMUNES À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE.

Outre les investissements réalisés au niveau des États membres, les investissements dans la transition écologique, de même que la politique industrielle, doivent s'accompagner d'un volet européen. Certains projets d'intérêt commun, comme l'Europe du train ou le réseau énergétique, demandent des financements issus du budget propre de l'UE. Par ailleurs, même dans un cadre macroéconomique coordonné, des enjeux de planification du territoire et de coopération opérationnelle nécessitent une coordination supranationale.

Dans le cas du Net Zero Industry Act (NZIA), réponse de la Commission à l'IRA, les besoins d'investissement sont estimés à 92 Md€ sur la période 2022-2030. Les services de la Commission ont néanmoins conclu qu'en l'état des ressources budgétaires européennes, il était impossible de financer le NZIA, même en faisant l'hypothèse d'un financement à hauteur de 20 % de fonds publics, le reste étant financé par le secteur privé. L'aveu d'impuissance de la Commission pour financer le NZIA marque l'épuisement d'un modèle de programmation financière, dans lequel des prévisions optimistes d'effet de levier de la dépense publique permettent d'occulter l'insuffisance des ressources budgétaires réellement déployées.

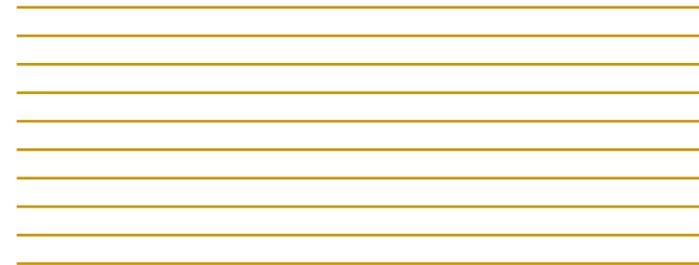
Dans ce contexte, le développement d'une capacité budgétaire européenne, dans le sillage du plan Next Generation EU, permettrait d'aligner les ressources budgétaires aux besoins identifiés. Les commissaires Thierry Breton et Paolo Gentiloni proposaient à ce titre, dès mars 2022, la constitution d'un fonds souverain européen, financé par endettement. Il faut en parallèle développer les ressources propres de l'UE, en renversant une partie des recettes liées à la réforme du système européen de quotas d'émission (environ 12 Md€ par an sur la période 2026-2030) ou à la réforme de la fiscalité des multinationales dans le cadre inclusif OCDE/G20.

### PROPOSITION N° 4 : TAXER D'AVANTAGE LES MÉNAGES LES PLUS AISÉS ET LES MULTINATIONALES EN RECOURANT SI BESOIN À DES MESURES UNILATÉRALES.

Le recours à l'endettement permet de répondre efficacement à l'urgence climatique et aux objectifs de réindustrialisation. Cependant, si certains des investissements "verts" sont rentables à long terme selon une approche keynésienne (multiplicateur budgétaire, création d'emplois), d'autres investissements sont intrinsèquement coûteux pour la collectivité. Ces investissements échappent à une logique financière classique "rendement-coût" et demandent, pour assurer la soutenabilité des finances publiques de recourir à des ressources sans contrepartie.

À cet égard, la ressource sans contrepartie par excellence constitue l'impôt. Recourir à la fiscalité présente plusieurs avantages : celle-ci répond d'abord à un souci de crédibilité budgétaire (argument d'ailleurs employé par l'administration Biden). La chute du gouvernement Liz Truss au Royaume-Uni rappelle d'ailleurs que la crise de défiance peut aussi concerner les gouvernements poursuivant trop loin les trickle-down economics. La fiscalité répond ensuite à un objectif d'équité si elle est suffisamment progressive, et permet enfin de lever des ressources importantes de manière indolore pour la majeure partie des citoyens à condition de cibler les détenteurs de capital et les grandes entreprises multinationales.

Le tableau ci-dessous référence des mesures fiscales pouvant être adoptées à l'échelle française ou européenne. Certaines présentent un caractère unilatéral, de manière à empêcher les entreprises ou les ménages d'échapper à l'impôt. Cet "unilatéralisme coopératif", au contraire de l'unilatéralisme chauvin à la Trump, peut inciter les États à améliorer leurs régimes fiscaux dans un cadre multilatéral.



## 3. UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LA GAUCHE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

### EXEMPLES DE MESURES FISCALES À L'ÉCHELLE FRANÇAISE OU EUROPÉENNE

Cible	Échelle	Assiette	Taux	Rendement	Source
Ménages	France	Patrimoine des 10 des ménages les plus aisés (3 000 Md€)	5 % sur une fenêtre de 30 ans	150 Md€ sur 30 ans	Pisani-Ferry & Mahfouz (2023 <sup>22</sup> )
	10 plus grands émetteurs de la zone euro	Patrimoine des 1% les ménages de l'UE les plus aisés (67,5 % du PIB)	1% entre 2M€ et 8M€, 2% entre 8M€ et 1Md€, 3% au-delà de 1Md€	117 Md€ par an	Hémisphère gauche (2021 <sup>23</sup> )
	Union européenne	Patrimoine des 1% les ménages de l'UE les plus aisés (67,5 % du PIB)	1% entre 2M€ et 8M€, 2% entre 8M€ et 1Md€, 3% au-delà de 1Md€	10 points du PIB de l'UE en 10 ans (environ 1,05% de PIB par an)	Saez, Zucman & Landais (2020 <sup>24</sup> )
Entreprises	France	Profits réalisés par des entreprises françaises à l'étranger et profits d'entreprises étrangères au prorata de leurs ventes en France	25 %	31,3 Md€	Amendement Vallaud-Zucman (2018 <sup>25</sup> ), EU Tax Observatory (2021 <sup>26</sup> )
	Union européenne	Supplément de valorisation boursière des entreprises énergétiques dont le siège se situe dans l'UE de janvier 2022 à septembre 2022	33 %	65 Md€ soit 0,3 % du PIB de l'UE	EU Tax Observatory (2022 <sup>27</sup> )

La priorité doit donc être de structurer des politiques de subventions à l'échelle de l'UE, sur le modèle de l'IRA, outre les assouplissements en matière d'aides d'État mis en place avec l'encadrement temporaire de crise et de transition. Combiné au développement d'une capacité budgétaire européenne, cette approche permettrait de soutenir l'industrie européenne, d'abaisser le coût des énergies renouvelables, tout en préservant l'intégrité de l'UE.

Il semble également intéressant de s'inspirer de l'agence américaine pour les projets de recherche avancée de défense (Defense Agence Research Project Agency, DARPA). Financée par le département de la défense américain, la DARPA catalyse des projets de recherche dans des disciplines variées (e.g. militaire, santé, transport). Le budget annuel de cette agence s'élève en 2023 à plus de 4 Mds USD. Les groupes de recherche sélectionnés ont en partie le droit de bénéficier des retombées civiles de leurs travaux. Mutualiser des ressources, à l'échelle européenne, pour financer une agence européenne de la recherche et développement verte serait un levier utile pour éviter la dépendance de sentier aux technologies brunes.

#### PROPOSITION N° 5 : ADOPTER UNE VÉRITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE AU NIVEAU EUROPÉEN.

Jusqu'à présent, l'UE s'est principalement appuyée sur des politiques de prix afin de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, à l'instar du système européen de quotas d'émission (SEQUE), du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) ou des taxes en place au niveau des États membres. Pour sa part, l'échelon fédéral américain n'est jamais parvenu à mettre en œuvre ce type de dispositifs.

22. J. Pisani-Ferry et S. Mahfouz, *Évaluation des impacts macroéconomiques de la transition écologique*, 2023.

23. Hémisphère Gauche, *Pour un impôt progressif, européen et temporaire sur le capital*, 2021.

24. C. Landais et al, *A progressive European wealth tax to fund the European COVID response*, 2020.

25. PLF pour 2019, amendement n° II-2331.

26. EU Tax Observatory, *Collecting the Tax Deficit of Multinational Companies*, 2021.

27. EU Tax Observatory, *A Modern Excess Profit Tax*, 2022.

## 4. DÉPASSER LA RÉVOLUTION BIDEN

**L'écosocialisme en France et en Europe ne peut se contenter d'une pâle copie des Bidenomics. Les mesures américaines, malgré leur cohérence d'ensemble, comportent des lacunes qu'il faut combler.**

### **PROPOSITION N° 6 : SÉCURISER NOS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN MATÉRIAUX CRITIQUES.**

Le respect des accords de Paris implique une multiplication des besoins en métaux critiques par sept à l'échelle globale<sup>28</sup>. Le chemin qui semble se dessiner consiste à troquer la dépendance aux énergies fossiles contre une nouvelle dépendance aux métaux critiques comme le lithium, le nickel ou le cuivre par exemple. Les États-Unis et l'UE, qui importent ces métaux en grande quantité, doivent donc relever ce défi.

L'administration Biden ne prend que partiellement en compte ce défi dans sa politique industrielle. L'IRA part d'un constat spécifique aux métaux critiques : pour certains d'entre eux, leur import est inévitable. Dès lors, mis à part pour la production de véhicule électrique, l'IRA prévoit que le sourcing domestique des matériaux critiques ne rentre pas dans l'éligibilité aux réductions d'impôt.

La politique de Biden vis-à-vis des métaux critiques présente ainsi des angles morts. En 2027, pour qu'un véhicule électrique puisse bénéficier d'un crédit d'impôt, 80 % de la valeur marchande des minéraux critiques contenus dans sa batterie devront provenir de sources nationales ou de partenaires américains de libre-échange. Si cet objectif peut être atteint pour les véhicules entièrement électriques équipés de batteries à cathode nickel-cobalt-aluminium, il serait en revanche difficile d'atteindre l'objectif pour les batteries au phosphate de fer-lithium et au nickel-cobalt-manganèse, du fait des ressources limitées en fer, lithium ou manganèse<sup>29</sup> aux États-Unis ou chez ses partenaires.

Par ailleurs, à l'heure actuelle, la politique de Biden ignore toute considérations environnementales liées à l'extraction des métaux critiques. Elle ne se préoccupe pas non plus de l'importance potentielle du recyclage, lorsque les biens construits aujourd'hui arriveront en fin de vie. Il semble que l'UE s'attaque plus frontalement à la question du recyclage des métaux critiques.

Une politique industrielle complète doit s'accompagner de choix technologiques "dirigés" en amont. Pour cela, les objectifs de l'UE doivent s'énoncer en deux temps. À court terme, il est nécessaire d'établir des partenariats stratégiques avec les pays les plus vertueux dans l'extraction des métaux et développer les industries de transformation, aujourd'hui très majoritairement localisées en Chine. À plus long terme (environ 15 ans), l'objectif est de parvenir à s'approvisionner en métaux en Europe : au vu des durées d'ouverture de mines, il est nécessaire d'enclencher la construction de mines dès aujourd'hui en Europe. Dans le même temps, il faudra s'assurer que les choix technologiques permettent un niveau de recyclage élevé en lien avec les enjeux de sobriété.

### **PROPOSITION N° 7 : ACCOMPAGNER LE PLAN D'INVESTISSEMENT D'UN VÉRITABLE PLAN DE SOBRIÉTÉ.**

Les enjeux de sobriété sont relativement absents des Bidenomics, qui s'inscrivent dans une logique de croissance verte, sans vraiment considérer les coûts de la transition susceptibles d'affecter le niveau de croissance. Or par exemple, dans le cas français, la transition vers une économie neutre en carbone s'accompagnerait d'un ralentissement de 0,3 point par an de la croissance potentielle, puis 0,2 de 2031 à 2035 et 0,1 de 2035 à 2040 - d'après le rapport Pisani-Mahfouz (2023). La notion même de croissance deviendrait désuète d'après certains auteurs comme Jancovici.

Par ailleurs, agir sur la demande d'énergie constitue un moyen efficace pour lutter contre le réchauffement climatique comme le rappelle le GIEC. Des stratégies par la demande permettent de réduire 59 % des émissions dans le secteur des transports et 66 % dans le secteur des bâtiments au niveau mondial et à horizon 2050<sup>30</sup>. Cette sobriété, accompagnée d'une politique de relocalisation industrielle, peut être "gagnante" (Brice, 2022<sup>31</sup>) car elle favorise la réduction du déficit extérieur, réduit les dépenses de santé et augmente le pouvoir d'achat.

28. Banque de France, *Critical metals for the transition: macro-financial issues*, 2023.

29. J. Trost et J. Dunn, *Assessing the feasibility of the Inflation Reduction Act's EV critical mineral targets*, 2023.

30. Rapport thématique, sobriété (Pisani-Mahfouz, 2023).

31. B. Brice, *La sobriété gagnante*, 2022.

## 4. DÉPASSER LA RÉVOLUTION BIDEN

### PROPOSITION N° 8 : AUGMENTER LE CAPITAL PUBLIC ET VERDIR LE CAPITAL PRIVÉ.

Le recours aux subventions à la manière de l'IRA a pour objet de faire converger le rendement privé et le rendement social des investissements. De cette manière, l'IRA tout comme le NZIA appartiennent à la logique du "de-risking State" (Gabor, 2023<sup>32</sup>), visant à rendre rentables et "bancable" des investissements privés. Efficace pour constituer une base industrielle forte dans une logique de souveraineté, cette approche doit être encadrée et limitée au risque sinon de "socialiser les pertes et de privatiser les profits". À cet égard, certains secteurs, comme celui de l'énergie, ne se prêtent pas aux subventions tant les montants en jeu sont importants.

Ensuite, comme le souligne Gabor (Ibid), les subventions de "de-risking" peuvent être une source de contradiction entre les objectifs des industriels, d'une part, et la neutralité carbone, d'autre part. Les industriels à la recherche de rentabilité peuvent en effet choisir de construire des véhicules en plus grande quantité ou de plus grande taille alors que la transition écologique demande de la sobriété dans les usages (en l'occurrence, via le développement des transports collectifs).

L'écosocialisme ne peut donc se contenter de copier l'IRA en matière industrielle. Il doit converger vers un "Big Green State", en réintégrant dans la sphère publique, par voie de municipalisation, de nationalisation ou d'européanisation, tous les moyens de production d'énergie ainsi que les infrastructures essentielles. Les subventions doivent être associées à davantage de conditions (e.g. localisation et plafonds de production) ou de réglementations (e.g. taille des véhicules). Pour verdir le capital, les activités émissives doivent aussi être pénalisées par la mise en place, par exemple, d'un brown penalising factor (I4CE, 2020<sup>33</sup>) ou, de manière plus ambitieuse, via l'orientation du crédit dans le cadre d'une approche structurelle de la régulation bancaire (Veblen, 2022<sup>34</sup>). Sur le plan macroéconomique, un rapprochement entre la politique budgétaire et la politique monétaire tel que proposé par Monnet contribuerait à améliorer l'architecture macrofinancière de l'UE (2021<sup>35</sup>).

32. D. Gabor, *The (European) Derisking State*, 2023.

33. M. Cardona et al, *Integrating Climate-Related Risks into Banks' Capital Requirements*, 2020.

34. Institut Veblen, *Mettre la réglementation bancaire au service de la transition écologique*, 2022.

35. E. Monnet, *La Banque-Providence*, 2021.

### TYPOLOGIE D'INTERVENTION PUBLIQUE

	EU GDIP	US IRA	US Chips Act	Big Green State
<b>Instruments</b>	<i>Derisking under industry leadership</i>  -loans, guarantees, equity, tax credits -public procurement (Hydrogen Bank) - European Sovereignty Fund	<i>Derisking under industry leadership</i> -tax incentives (labour/local content bonuses) clean energy, manufacturing, cleantech -loan guarantees <i>Grants to public authorities</i> direct payments for tax-exempt organisations (including for derisking)	<i>State directed industrial upgrade</i>  - grants - tax credits	<i>State directed decarbonisation</i>  *independent & accountable public agencies set pace * state ownership of low-carbon infrastructure
<b>Discipline</b>	- soft conditionality (local content requirements) -carbon capture and storage (?) - carbon prices	- carbon capture and storage (?)	-construction <sup>6</sup> and operational milestones -prior due diligence -upside sharing -activate private capital -restraints on share buybacks	* penalties on carbon credit * captive finance * limits on early exit
<b>Macrofinancial regime</b>	Monetary dominance under full capital mobility			Fiscal-monetary coordination and capital controls

Source : Gabor, 2023.

### PROPOSITION N° 9 : ENCADRER LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES INDUSTRIELLES VERTES AU NIVEAU INTERNATIONAL.

L'hypothèse qui régit les règles commerciales internationales sous-tend que des objectifs communs (lutte contre le changement climatique, préservation de la biodiversité) peuvent être atteints sans distorsion du commerce international. Cela suppose que les pays soient capables d'entreprendre des politiques climatiques ambitieuses dans le respect d'objectifs établis en commun. La difficulté des pays à s'accorder au fil des conférences de parties (COP) de la CCNUCC montre néanmoins les limites de cette voie multilatérale.

## 4. DÉPASSER LA RÉVOLUTION BIDEN

Par principe de réalisme, l'UE doit au contraire assumer de faire passer "le climat avant le commerce" comme le font les États-Unis avec l'IRA. Il s'agit là d'une forme de protectionnisme coopératif, au contraire des politiques protectionnistes mercantilistes, dans la mesure où les politiques industrielles vertes remplissent des objectifs qui bénéficient à tous les pays - à commencer par les plus pauvres, souvent plus exposés au changement climatique.

L'UE, tout en promouvant le retour de la politique industrielle auprès des pays en développement, peut travailler sur de nouvelles règles commerciales encadrant les politiques industrielles vertes (Bruegel, 2023<sup>36</sup>). C'est un volet relativement absent, à ce stade, des Bidenomics.

### **PROPOSITION N° 10 : ACCOMPAGNER LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT NÉGATIVEMENT AFFECTÉS PAR LE RETOUR DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE.**

Outre un encadrement minimal des politiques industrielles vertes, il faut renforcer l'aide à destination des pays en développement, qui peuvent être négativement affectés par la mise en place de politiques industrielles vertes par les pays développés. Cette aide, comme corollaire de la politique industrielle, est à ce stade insuffisamment intégré aux Bidenomics.

Fidèle à la tradition internationaliste, la gauche européenne doit donc appréhender les externalités négatives générées par la mise en place de politiques industrielles vertes vis-à-vis des pays en développement. Pour cela, Stiglitz, (2023) propose de reverser une partie des recettes du MACF aux pays en développement. Une autre approche consisterait à taxer les transactions financières, ce qui rapporterait entre 235Mds USD et 420Mds USD par an au niveau mondial avec un taux de 0,1 % pour les actions et obligations et 0,01 % pour les produits dérivés (Pekanov et Schratzenstaller, 2018<sup>37</sup>).

## CONCLUSION

Au même titre que le *New Deal* de Roosevelt, les Bidenomics ouvrent une nouvelle ère dans la conduite de la politique économique. Poursuivre la révolution Biden revient alors à accompagner la fermeture d'une parenthèse néolibérale ouverte depuis les années 1980. Ce point d'appui, bien qu'incomplet, constitue un socle précieux pour bâtir une politique économique écosocialiste.

<sup>36</sup>. D. Kleimann, *Climate versus trade? Reconciling international subsidy rules with industrial decarbonisation*, 2023.

<sup>37</sup>. A. Pekanov et M. Schratzenstaller, *A Global Financial Transaction Tax. Theory, Practice and Potential Revenues*, 2019.



<https://hemispheregauche.fr>

**f** @hemispheregauche **t** @h\_gauche

tél.: 06 62 71 85 97

hémisphère